

L'histoire sociale de l'Amérique française de 1763 à 1914. État des lieux

Yves Frenette

Volume 11, 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1039284ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1039284ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société Charlevoix
Presses de l'Université d'Ottawa

ISSN

1203-4371 (print)
2371-6878 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Frenette, Y. (2016). L'histoire sociale de l'Amérique française de 1763 à 1914. État des lieux. *Cahiers Charlevoix*, 11, 115–155.
<https://doi.org/10.7202/1039284ar>

Article abstract

Comme son titre l'indique, le texte d'**Yves Frenette** constitue un tour d'horizon de l'histoire sociale de la francophonie nordaméricaine, entre le départ de la France du continent, en 1763, et la Première Guerre mondiale. Divisé en deux périodes, ce long XIX^e siècle « franco-américain » voit tout à la fois l'expansion et la contraction du fait français, à la mesure, d'une part, des migrations à partir des vieux foyers de peuplement qu'étaient la vallée du Saint-Laurent, l'Acadie et la Louisiane, et, d'autre part, de l'ascendance hégémonique de la langue anglaise. Après avoir fait ressortir brièvement ce double mouvement, notre collègue montre comment l'Amérique française postcoloniale a pendant longtemps été quasi ignorée des historiens. Il passe ensuite en revue les aires francophones du continent : le « grand » Canada français, l'Ontario français, l'Acadie, la Louisiane, les pays métis, les enclaves franco-européennes. Ainsi, la contribution d'Yves Frenette constitue-t-elle à la fois un bilan et une feuille de route interprétative de l'histoire sociale de l'Amérique française.

**L'histoire sociale de l'Amérique française
de 1763 à 1914. État des lieux**

YVES FRENETTE

*Chaire de recherche du Canada sur les migrations,
les transferts et les communautés francophones*
Université de Saint-Boniface

SOMMAIRE

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------|-----|
| INTRODUCTION | 117 |
| I – UN CADRE D’ANALYSE | 119 |
| II – L’OBSESSION COLONIALE | 123 |
| III – L’AMÉRIQUE FRANÇAISE POSTCOLONIALE : UN QUASI-DÉSERT HISTORIOGRAPHIQUE | 126 |
| IV – LES MIGRATIONS CANADIENNES-FRANÇAISES | 128 |
| V – LE PEUPEMENT DE L’ONTARIO FRANÇAIS | 132 |
| VI – L’ACADIE : ENTRE CONNAISSANCE ET MÉCONNAISSANCE | 136 |
| VII – DÉCOUVERTES LOUISIANAISES | 140 |
| VIII – LES PAYS MÉTIS | 146 |
| IX – LES MIGRANTS FRANCO-EUROPÉENS | 149 |
| CONCLUSION | 154 |

L'histoire sociale de l'Amérique française de 1763 À 1914. État des lieux¹

INTRODUCTION

À strictement parler, l'Amérique française n'existe plus à partir de 1763 lorsque la France se retire de l'Amérique du Nord, ne conservant que la possession des droits de pêche sur la côte ouest de Terre-Neuve (jusqu'en 1904) et les petites îles de Saint-Pierre et Miquelon dans le golfe Saint-Laurent². Dans un atlas historique récent, nous avons plutôt choisi de parler de francophonie nord-américaine pour désigner l'ensemble des faits de population ayant eu cours chez les locuteurs du français dans les territoires qui portent divers noms selon les époques, mais qui sont éventuellement incorporés aux États-Unis ou au Canada. En effet, après le retrait de la France du continent, les quelque 100 000 locuteurs du français, leurs descendants et les immigrants qui se joindront à eux, y auront surtout en partage une langue, et encore³. Mettant avec raison l'accent sur la diversité grandissante des groupes francophones au fil du temps, certains chercheurs préfèrent même user du pluriel : francophonies nord-américaines ou francophonies canadiennes, comme nous l'avons fait nous-même pour un site Web au tournant du XXI^e siècle⁴.

1. Une version préliminaire de ce texte a fait l'objet d'une conférence publique à l'École nationale des chartes, le 9 décembre 2013.

2. L'Amérique française dont il est question ici est limitée dans l'espace au continent nord-américain. Ce n'est qu'accessoirement que nous faisons référence aux Antilles et nous ne traitons ni de l'Amérique centrale, ni de l'Amérique du Sud, excluant même de nos propos cet entre-deux géographique qu'est le Mexique.

3. Yves Frenette, Étienne Rivard et Marc St-Hilaire (dir.), *La Francophonie nord-américaine*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, 304 p.

4. Yves Frenette (dir.), *Francophonies canadiennes. Identités culturelles*, sites. ustboniface.ca/francoidentitaire.

Toutefois, et sans vouloir en faire un dogme, le terme d'Amérique française nous semble toujours à propos pour la deuxième moitié du XVIII^e siècle et le XIX^e siècle. Il y avait alors, au moins chez une partie de l'élite, une communauté de mémoire dans laquelle les origines françaises tenaient une place de choix, notamment au Québec où le souvenir de la glorieuse Nouvelle-France donnerait même lieu à un rêve de reconquête pacifique du Canada et d'une partie des États-Unis. Pour les apôtres de ce messianisme, l'existence d'une Amérique française justifiait l'avènement d'une nation culturelle canadienne-française qui dépassait largement les frontières du Québec⁵.

Comme son titre l'indique, notre texte se veut un tour d'horizon de l'histoire sociale de la francophonie nord-américaine, entre le départ de la France du continent et la Première Guerre mondiale. Divisé en deux périodes, ce long XIX^e siècle « franco-américain » voit tout à la fois l'expansion et la contraction du fait français, à la mesure, d'une part, des migrations à partir des vieux foyers de peuplement qu'étaient la vallée du Saint-Laurent, l'Acadie et la Louisiane, et, d'autre part, de l'ascendance hégémonique de la langue anglaise. Après avoir fait ressortir brièvement ce double mouvement, nous montrons comment l'Amérique française post-coloniale a pendant longtemps été quasi ignorée des historiens. Nous passons ensuite en revue les aires francophones du continent : le « grand » Canada français, l'Ontario français, l'Acadie, la Louisiane, les pays métis, les enclaves franco-européennes. Nous jetons ainsi les bases d'une histoire comparée, voire connectée, des aires francophones de l'Amérique du Nord⁶.

5. Michel Bock, *Quand la Nation débordait les frontières. Les minorités françaises dans l'œuvre de Lionel Groulx*, Montréal, Éditions Hurtubise, 2004, 456 p. ; Thomas Wien, « Introduction. Nouvelle-France – Amérique française », dans Thomas Wien, Cécile Vidal et Yves Frenette (dir.), *De Québec à l'Amérique française. Histoire et mémoire. Textes choisis du deuxième colloque de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2006, p. 3-28.

6. Sur cette perspective historiographique, voir le supplément de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 54, n° 4bis, mai 2007, p. 7-103.

I – UN CADRE D'ANALYSE

Les dates de 1763 et de 1914 encadrent notre état des lieux. La première correspond à la cession des possessions françaises nord-américaines à l'Angleterre et à l'Espagne ; la deuxième est celle du début de la Première Guerre mondiale, qui signale, pour certaines, l'enracinement des communautés francophones réparties sur le continent et, pour d'autres, un moment clé de leur déclin, comme en fait foi l'historiographie⁷. À l'intérieur de cette longue période, il convient de marquer une césure vers 1860, lorsque l'industrialisation et l'urbanisation prennent leur envol, ce qui n'est pas synonyme de la disparition des fronts agricoles, bien au contraire. Pour les Canadiens français, qui constituent le groupe le plus nombreux au sein de l'Amérique française, c'est aussi le début d'une période intense de mobilité géographique qui les voit s'établir dans presque toutes les régions de l'Amérique du Nord⁸.

Le premier Traité de Paris (1763) inaugura une période de profonds bouleversements militaires et politiques qui chamboulèrent l'Amérique du Nord jusqu'au milieu du XIX^e siècle et affectèrent fortement la situation des groupes de langue française sur le continent⁹. Les soulèvements dans les territoires indiens entre 1763 et 1814, l'avènement des États-Unis comme nation indépendante de 1776 à 1783, l'acquisition de la Louisiane par les États-Unis en 1803, la guerre anglo-américaine de 1812-1815, les réaménagements de frontières entre les colonies britanniques et les États-Unis pendant presque toute la première moitié du XIX^e siècle, furent autant d'événements qui amoindrirent la légitimité de la langue française sur le continent.

L'espace francophone connut toutefois une progression importante : en étendue avec la participation des Canadiens français au commerce des fourrures dans le Centre-Ouest, l'Ouest et le

7. Jean Lamarre (dir.), « La Francophonie nord-américaine. Bilan historiographique », dossier du *Bulletin d'histoire politique*, vol. 24, n° 2, hiver 2016, p. 7-136.

8. Frenette, Rivard et St-Hilaire, *loc. cit.*

9. Sur ce traité, voir Sophie Imbeault, Denis Vaugeois et Laurent Veyssièr (dir.), *1763. Le Traité de Paris bouleverse l'Amérique*, Québec, Septentrion, 2013, 456 p.

Nord-Ouest ; en intensité aussi, par leur vigueur démographique ainsi que celle des Acadiens d'abord, puis par l'immigration de Franco-Européens et d'Antillais aux États-Unis. Cette expansion géographique était aussi liée à une tradition de mobilité locale, régionale et continentale, héritée de la Nouvelle-France. Autour des Grands-Lacs, dans la Prairie et jusqu'à la lointaine piste de Santa Fé, les Canadiens français continuèrent ainsi de tisser des liens avec les Amérindiens. L'ampleur des échanges de tous ordres fut telle qu'on assista à un processus d'ethnogenèse, la naissance du peuple métis, qui contribua aussi de façon marquée à l'empreinte du fait francophone.

Cependant, la conquête britannique et l'essor de la jeune république américaine diminuèrent considérablement la prédominance des anciens foyers de langue française au Pays des Illinois et en Louisiane. Plus au nord, quoique les Canadiens français aient été partie prenante de l'expansion des zones agricoles et forestières, de l'Atlantique aux montagnes Rocheuses, ils furent marginalisés par le déclin de la traite des fourrures à partir du tournant du XIX^e siècle. Et quel qu'ait été le secteur économique investi par les francophones, ils y jouaient souvent un rôle subalterne, cherchant avant tout à assurer leur subsistance, qu'ils aient pêché la morue dans les nouvelles Acadies de l'Atlantique, cultivé la terre au Québec, coupé des arbres dans l'Outaouais, avironné sur les rivières et les lacs de l'intérieur, chassé le bison dans les plaines, guidé les explorateurs gouvernementaux chargés de reconnaître les territoires de l'Ouest ou accompagné des convois de colons vers la Californie.

Dans ce contexte, la migration servait généralement de stratégie économique, le repli sur la famille de stratégie sociale et le développement institutionnel de stratégie culturelle. Car partout, mais à des degrés et à des rythmes divers, l'anglais s'imposait comme *lingua franca*. Aux États-Unis, cette tendance lourde s'exprima dans la cartographie par le retrait progressif de certains toponymes français.

À partir du milieu du XIX^e siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale, le Québec, l'Acadie et la Louisiane connurent une forte croissance qui s'accompagna d'une progression de l'écoumène, même si, dans les deux dernières aires, la population anglophone était devenue majoritaire et résolument hégémonique. Cette pérennité du fait français tenait pour une part à la vitalité démographique des populations francophones, qui bénéficiaient le plus souvent d'un indice de fécondité supérieur à celui des anglophones. Cette vitalité contribua à l'essor des mouvements migratoires qui, à leur tour, furent le facteur déterminant de l'expansion spatiale et de la répartition des francophones en Amérique du Nord, et ce à toutes les échelles géographiques. S'inscrivant dans une mouvance atlantique, sinon mondiale, comme en témoignait l'arrivée dans les Amériques de 37 millions de migrants provenant d'Europe entre 1870 et 1914, ces déplacements de population étaient intimement liés à la révolution des communications, que ce fût l'avènement de la navigation à vapeur et du chemin de fer ou les progrès du service postal¹⁰. Parallèlement, à des rythmes variables, l'industrialisation et l'urbanisation eurent un grand impact, même dans les régions les plus éloignées. Il en résulta une intensification sans précédent de la mobilité géographique. En Acadie, au Québec et en Louisiane, on quittait les vieilles zones de peuplement pour s'établir dans de nouveaux lieux dans les campagnes, dans les villages en croissance et dans les villes, en même temps qu'on partait à la recherche de meilleures conditions de vie. Ces flux de migration donnèrent lieu à de nouveaux espaces de francité un peu partout en Amérique et redonnèrent vie à d'anciens.

Les Canadiens français étaient particulièrement mobiles. À partir des vieilles localités le long du fleuve Saint-Laurent et de ses principaux affluents, ils investirent les zones de l'intérieur et les villes du Québec. Ils partirent aussi pour la Nouvelle-Angleterre, l'Ontario, le Centre-Ouest, les grandes plaines de part et d'autre

10. Pour le contexte migratoire atlantique, consulter Walter Nugent, *Crossings. The Great Atlantic Migrations, 1870-1914*, Bloomington, Indiana University Press, 1992, 256 p. ; Dirk Hoerder, *Migrations and Belonging 1870-1945*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2014, 240 p.

de la frontière canado-américaine, ainsi que la côte du Pacifique. Souvent leur itinéraire les conduisait, à divers moments de leur vie, dans plus d'une de ces aires géographiques. La fréquence et l'ampleur de leurs déplacements furent telles que l'on peut presque affirmer que la mobilité géographique constituait un élément de leur identité. À la mesure de leur appropriation de nouveaux territoires, se développait une géographie mentale qui donnait sens au discours messianique de l'intelligentsia.

Mais l'Amérique française n'était pas seulement canadienne-française, loin s'en fallait. Les Acadiens, les Anglo-Normands, les Créoles louisianais, les anciens esclaves francisés, les Cadiens, les Métis, les Français, les Wallons, les Suisses romands contribuaient tous à sa diversité. Certaines zones, au premier chef la Louisiane et la Prairie canadienne, devinrent de véritables creusets où les interactions entre groupes francophones se faisaient tour à tour et parfois simultanément, à l'aune de la coopération et du conflit.

Dans presque toutes les communautés francophones, une intelligentsia, qui représentait seulement une partie de l'élite, mit sur pied des entreprises de peuplement (sociétés de colonisation et d'immigration) et créa un réseau institutionnel. Chez les Acadiens, chez les Canadiens français ainsi que chez les Belges et les Français de la Prairie canadienne, l'Église catholique occupait une place centrale. De la paroisse fusait une série d'institutions, écoles, sociétés de secours mutuel, hôpitaux, orphelinats, coopératives, qui encadraient les individus dans le quotidien, à la ville comme à la campagne.

À l'extérieur du Québec, les francophones étaient néanmoins minoritaires. Une partie d'entre eux luttèrent pour l'épanouissement ou simplement la survie de leurs communautés, comme le montre leur résistance envers des lois et règlements inacceptables, notamment en matière de droits linguistiques et religieux. Leur marginalisation politique se faisait cruellement sentir, tout comme leur affaiblissement numérique au sein d'une Église catholique soucieuse de rayonner sur un continent qu'elle considérait anglo-

phone, ce qui n'empêchait pas les francophones de savourer des victoires ponctuelles.

Voilà tracée à grands traits l'évolution de l'Amérique française entre 1763 et 1914. C'est à la fois trop peu, mais c'est en même temps beaucoup. Trop peu parce que nous avons laissé dans l'ombre bien des aspects de cette Amérique française, notamment la vie quotidienne, la participation politique des francophones à divers paliers du pouvoir, le monde de la culture, les relations avec l'ancienne mère patrie, les rapports avec les Amérindiens et avec les hispanophones. En même temps, c'est beaucoup parce que nous avons établi, ou du moins confirmé, une périodisation (1763 – 1860 – 1914), qui mériterait certes d'être précisée dans les différentes aires francophones, mais qui pourra servir de balise aux chercheurs. Plus fondamentalement, nous avons mis l'accent sur la situation paradoxale du fait français, depuis l'âge des révolutions jusqu'au premier conflit mondial : croissance démographique phénoménale, appropriation géographique du territoire, mais à l'intérieur de cadres politiques où, à l'exception du Québec, les francophones étaient minoritaires sinon marginaux, bien qu'il faille beaucoup nuancer ce constat selon les groupes, les lieux, les familles et les individus.

Comme les taux décennaux de mobilité géographique des francophones étaient élevés, ces derniers entraient en contact avec des non-francophones ainsi qu'avec d'autres francophones, ce qui leur faisait prendre conscience à la fois de leurs spécificités, mais peut-être aussi de ce qui les unissait, au premier chef leur origine française.

C'est ce cadre d'analyse que nous proposons pour appréhender l'Amérique française du long XIX^e siècle dans sa globalité et sa complexité. À notre connaissance, nous sommes le premier historien à proposer une problématique pour rendre compte de l'expérience des francophones d'Amérique à cette époque.

II – L'OBSESSION COLONIALE

En effet, les historiens, des deux côtés de l'Atlantique, se sont

concentrés sur la période coloniale de l'histoire de l'Amérique française. En France, comme l'a montré Gilles Havard, les récits sur la Nouvelle-France de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle étaient liés au mouvement de glorification nationaliste et colonialiste visant à effacer la perte de l'Alsace-Lorraine ainsi que l'épisode de la Commune de Paris, et à asseoir la Troisième République, qui se construisait à travers l'institution scolaire et l'expansion coloniale. En étudiant « l'œuvre de la France » en Amérique, les historiens voulaient démontrer comment la « race française » était apte à la colonisation, à l'expansion civilisatrice. Pour eux, l'épopée coloniale contemporaine vers l'Afrique et l'Asie faisait partie du même continuum historique que les aventures expansionnistes de l'Ancien Régime en Amérique¹¹. Même si elle avait été conquise par l'Angleterre, la Nouvelle-France pouvait et devait servir de leçon « afin que pareilles fautes ne recommencent pas dans notre œuvre coloniale. Par contre, il est ici des pages excellentes : car elles montrent de quelle force de redressement la France est capable, lorsque des hommes de cœur ont pu et su affirmer leur énergie, leur audace, leur savoir-faire.¹² » La perspective des historiens français était ainsi résolument métropolitaine, la colonisation de l'Amérique y étant étudiée en fonction des projets de la monarchie ; y était absente une réflexion sur la constitution des sociétés coloniales et leurs caractères particuliers.

Au Canada français, au même moment, les historiens étaient des membres du clergé et des professions libérales qui percevaient leur société comme ayant été conquise et colonisée par une culture étrangère à la leur. Ces nostalgiques du Régime français trouvaient un réconfort dans le passé idyllique d'avant la Conquête. Deux auteurs aussi différents que le libéral François-Xavier Garneau (1809-1866) et le chanoine Lionel Groulx (1867-1967) mettaient en opposition dans leurs œuvres de brillantes descriptions de la

11. Gilles Havard, « L'Historiographie de la Nouvelle-France en France au cours du XX^e siècle. Nostalgie, oubli et renouveau », Wien, Vidal et Frenette, *op. cit.*, p. 97-102.

12. Émile Lauvrière, *Histoire de la Louisiane française, 1673-1939*, Baton Rouge, Louisiana University Press, 1940, p. 7.

Nouvelle-France et de sombres tableaux des premiers jours de la domination anglaise¹³. Le Québec dans lequel se mouvaient alors les intellectuels faisait l'expérience de l'industrialisation, de l'urbanisation et de leurs conséquences négatives. Inquiets de l'impact de ces changements sur le petit peuple, les historiens insistaient sur la nature pastorale, agricole, de la Nouvelle-France et reléguaient dans l'ombre ses caractéristiques commerciales. Comme pour leurs homologues français, le passé et le présent ne faisaient qu'un. Avec beaucoup d'à-propos, Thomas Wien écrit : « Missionnaires, pionniers et explorateurs de la Nouvelle-France devaient donc inspirer les migrants canadiens censés porter le combat pour la foi au-delà du seuil du xx^e siècle et des confins de la vallée laurentienne », la Nouvelle-France et le Canada français du tournant du xx^e siècle constituant deux étapes de la survie culturelle du peuple conquis¹⁴.

Cette interprétation de l'Amérique française coloniale dominerait au Québec jusque dans la décennie de 1950, alors qu'elle céda la place à des études de plus en plus sophistiquées, mais qui, dans la transition de la société canadienne-française à la société québécoise, ne s'intéressèrent guère plus qu'à la vallée du Saint-Laurent¹⁵. En France, les historiens délaissèrent aussi l'empire français d'Amérique, et ce n'est que récemment que quelques-uns d'entre eux recommencèrent à s'y intéresser. Parmi eux, ressortent les noms de Gilles Havard et de Cécile Vidal qui firent paraître une brillante synthèse en 2003¹⁶.

13. François-Xavier Garneau, *Histoire du Canada depuis sa découverte jusqu'à nos jours*, Québec, divers éditeurs, 1845-1852, 4 vol. ; Lionel Groulx, *Notre maître le passé*, Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1924, 269 p.

14. Thomas Wien, *op. cit.*, p. 5-6. Voir aussi Serge Gagnon, *Le Québec et ses historiens de 1840 à 1920*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, 494 p.; Fernand Ouellet, « L'Historiographie francophone traditionnelle au Canada », dans Joseph-Yvon Thériault (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada. L'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1999, p. 99-130.

15. Serge Gagnon, *Quebec and its Historians. The Twentieth Century*, Toronto, Harvest House, 1985, 224 p.; Jean Lamarre, *Le Devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin*, Guy Frégault et Michel Brunet 1944-1969, Québec, Septentrion, 1993, 568 p.

16. Gilles Havard et Cécile Vidal, *Histoire de l'Amérique française*, Paris, Flammarion, 2003, 560 p.

III – L'AMÉRIQUE FRANÇAISE POSTCOLONIALE : UN QUASI-DÉSERT HISTORIOGRAPHIQUE

Quant à elle, l'Amérique française post-1763 constitue presque un désert historiographique. En France, seul Ronald Creagh y a consacré, en 1988, une partie de sa synthèse *Nos cousins d'Amérique*. L'auteur y présente une série de vignettes plus ou moins reliées sur la Louisiane, les réfugiés royalistes, révolutionnaires et bonapartistes, et surtout les diverses communautés utopistes fondées par des Français, dont la plupart firent long feu. Comme le sous-titre l'indique, le Canada est presque totalement absent du livre¹⁷.

Dans ce pays, ce sont deux géographes de l'Université Laval, Dean Louder et Éric Waddell, qui redécouvrirent l'Amérique française pendant la décennie de 1970 en travaillant sur la Louisiane. Élargissant leurs enquêtes à l'ensemble du continent, ils y intéressèrent collègues et étudiants. En 1983, ils firent paraître un premier recueil, *Du continent perdu à l'archipel retrouvé. Le Québec et l'Amérique française*. Le titre et le sous-titre étaient révélateurs. L'Amérique française de Louder et Waddell était essentiellement laurentienne, bien qu'ils fissent une certaine place à l'Acadie et à la Louisiane. Leur thèse était la suivante : au xvii^e siècle, à partir de la vallée du Saint-Laurent, les Canadiens français se sont répandus sur tout le continent. Ils formèrent un ensemble qui se fragmenta en îlots par la suite, mais qui, à la fin du xx^e siècle, en était à retrouver une unité idéologique, avec le Québec jouant le rôle de Mecque pour les francophones d'Amérique et leurs descendants souvent assimilés. Ce n'était donc plus la langue qui cimentait l'Amérique française de Louder et Waddell, mais une façon d'être s'abreuvant à des réseaux plutôt flous et à une mémoire des origines. Bien qu'ils s'en fussent certainement défendus, Louder et Waddell promouvaient alors une version remaniée du messianisme canadien-français de jadis, moins clérical, plus poétique¹⁸.

17. Ronald Creagh, *Nos Cousins d'Amérique. Histoire des Français aux États-Unis*, Paris, Payot, 1988, 512 p.

18. Dean Louder et Éric Waddell (dir.), *Du continent perdu à l'archipel retrouvé*

Pendant trente ans, les deux géographes lavallois n'ont cessé d'arpenter le Canada et les États-Unis à la recherche des francogènes. À force de pérégriner et sous l'influence de certains de leurs disciples et aussi de leurs critiques, ils ont pris conscience de la diversité franco-américaine, au sens large du terme, du poids culturel des Antilles dans la constitution de la francophonie nord-américaine et de l'existence de la créolité¹⁹. Au début du XXI^e siècle, leur Amérique française devint ainsi une Franco-Amérique, comme l'indique le titre de leurs deux derniers ouvrages, *Vision et visages de la Franco-Amérique* et simplement *Franco-Amérique*²⁰. Mais, en 2008 comme en 1983, les grands absents de leurs ouvrages étaient les migrants franco-européens qui, depuis la fin du XVIII^e siècle, s'étaient établis temporairement ou en permanence en Amérique du Nord, surtout aux États-Unis. Comme Creagh, ils ont donc commis un péché d'omission, mais en sens inverse.

On aurait tort cependant de jeter la pierre aux pionniers qu'ont été Louder et Waddell. Leurs travaux ainsi que ceux de leurs collaborateurs ont ouvert des pistes et, dans certains cas, ils reposent sur de solides bases empiriques. Marc St-Hilaire et moi-même n'aurions jamais pu concevoir un projet d'atlas historique sans le travail de ces prédécesseurs²¹.

Cet atlas n'aurait pas non plus vu le jour si nos collaborateurs et nous-même n'avions pu nous appuyer sur les recherches, riches et nombreuses, qui, dans les quarante dernières années, ont renouvelé en profondeur notre connaissance des aires qui forment l'Amérique française, ce qui contraste de façon marquée avec la quasi-absence de travaux sur l'ensemble du continent.

vé. *Le Québec et l'Amérique française*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1983, 292 p.

19. Voir la réflexion d'Anne Gilbert, « À propos du concept d'Amérique française », *Recherches sociographiques*, vol. 39, n° 1, 1998, p. 103-120.

20. Dean Louder, Jean Morisset et Éric Waddell (dir.), *Vision et visages de la Franco-Amérique*, Québec, Septentrion, 2001, 350 p. ; Dean Louder et Éric Waddell (dir.), *Franco-Amérique*, Québec, Septentrion, 2008, 378 p.

21. Frenette, Rivard et St-Hilaire, *loc. cit.* À l'origine, Rivard ne faisait pas partie de l'équipe.

IV – LES MIGRATIONS CANADIENNES-FRANÇAISES

Ainsi, n'est-il guère d'aspect de l'histoire du Canada français qui n'ait fait l'objet de révisions répétées et de débats vigoureux, que ce soit sur la nature du monde rural, l'industrialisation, l'urbanisation, le rôle de la femme, celui de l'Église catholique, les relations entre la majorité francophone, la minorité anglophone et les minorités allophones, etc. Dans un premier temps, ce renouvellement historiographique fut restreint au territoire même de la province de Québec, mais à partir des années 1980 un groupuscule d'historiens porta son regard sur le Canada français dans son entier²².

Ces recherches ont relégué aux oubliettes l'image d'un monde rural canadien-français immobile, au sein duquel le changement s'effectuait à pas très lents²³. Pour la première fois, l'historiographie présenta les pionniers venus de France au xvii^e siècle comme des migrants, pour qui la traversée de l'Atlantique ne constituait pas la première expérience de mobilité et dont les deux tiers rentrèrent dans la métropole après un séjour dans la colonie. À l'origine soldats, apprentis et ouvriers agricoles, les migrants français qui persistèrent dans la vallée du Saint-Laurent se transformèrent en paysans. Leurs enfants devinrent des cultivateurs compétents pratiquant une agriculture extensive sur des terres productives parce que nouvellement exploitées. Dans cette société en formation, la famille, comme ailleurs en Occident, constituait la cellule sociale et économique de base. Déjà, elle avait été l'élément décisif dans le mouvement transatlantique. En effet, dans un contexte général de recherche de meilleures conditions de vie, l'immigration en Nouvelle-France était liée

22. Il ne saurait être question de faire une liste exhaustive de ces travaux qui ont été qualifiés de « révisionnistes ». Contentons-nous de mentionner trois synthèses : Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert (dir.), *Histoire du Québec contemporain*, vol. 1, *De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal, 1979, 658 p. ; John Alexander Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Québec, Septentrion, 1992, 382 p. ; Yves Frenette, *Brève histoire des Canadiens français*, Montréal, Boréal, 1998, 209 p.

23. L'exemple le plus patent de cette perspective est la monographie du sociologue Horace Miner, *Saint-Denis. Une paroisse québécoise*, Montréal, Hurtubise HMH, 1985, 244 p., originalement publiée en anglais en 1939.

aux stratégies de survie familiale²⁴.

Dans la colonie même, les solidarités familiales continuèrent de jouer un rôle socioéconomique important, les ménages accaparant des terres adjacentes aux leurs pour y installer leurs enfants. Après deux générations, les meilleures concessions d'une seigneurie étaient occupées. Se formaient alors un deuxième, un troisième, voire un quatrième rang dans la profondeur des terres, surtout dans les seigneuries situées près des villes. Comme la terre était abondante et peu dispendieuse, les parents ne ressentaient pas le besoin de diviser le vieux bien, la reproduction familiale s'effectuant plutôt par la voie de la mobilité géographique. En partant, les migrants permettaient à d'autres de rester et à la communauté de conserver sa cohésion. Dans certaines zones de colonisation, au Saguenay notamment, ce système se perpétua²⁵.

Cependant, ailleurs, il s'effondra, d'abord parce que la vallée du Saint-Laurent connaissait un problème de surpopulation. Presque toutes les bonnes terres seigneuriales étaient occupées et les seigneurs pratiquaient la spéculation sur celles qui étaient encore disponibles. Le peuplement devint plus dense et les vieilles paroisses débordèrent²⁶. Mais la surpopulation n'explique pas tout. Les historiens ont aussi insisté sur le développement du

24. Leslie Choquette, *De Français à paysans. Modernité et tradition dans le peuplement du Canada français*, Québec Septentrion, 2001, 336 p. ; Jacques Mathieu, *La Nouvelle-France. Les Français en Amérique du Nord xv^e-xviii^e siècle*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2001, 284 p.

25. Serge Courville, « Espace, territoire et culture en Nouvelle-France. Une vision géographique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 3, décembre 1983, p. 417-429 ; Jacques Mathieu, Pauline Therrien-Fortier et Rénald Lessard, « Mobilité et sédentarité. Stratégies familiales en Nouvelle-France », *Recherches sociographiques*, vol. 28, n°s 2-3, 1987, p. 211-227 ; Gérard Bouchard, *Quelques Arpents d'Amérique. Population, économie, famille au Saguenay, 1838-1971*, Montréal, Boréal, 1996, 636 p.

26. Léon Gérin, « La Famille canadienne-française. Sa force, ses faiblesses. Le paysan de Saint-Irénée hier et aujourd'hui », *Revue trimestrielle canadienne*, n° 19, mars 1932, p. 35-63 ; Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec 1760-1850*, Montréal, Fides, 1966, 640 p. ; Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971, 436 p. ; Yves Roby, « L'Évolution économique du Québec et l'émigrant », dans Claire Quintal (dir.), *L'Émigrant québécois vers les États-Unis, 1850-1920*, Québec, Conseil de la vie française en Amérique, 1982, p. 8-20.

capitalisme, commercial puis industriel, qui amena de profonds bouleversements dans les campagnes, une évolution qui ne se fit pas au même rythme dans toutes les parties du territoire, mais qui rendit généralement les Canadiens français plus dépendants des cycles économiques et, dans nombre de cas, en fit des prolétaires à temps partiel ou à temps complet. Pour une partie de la population rurale, l'effet différenciateur du capitalisme était ainsi synonyme de pauvreté. Beaucoup de jeunes hommes n'avaient d'autre possibilité que de devenir ouvriers agricoles. Ils passaient d'une localité à l'autre, à la recherche de travail, n'ayant même pas l'espoir d'un héritage paternel avec lequel ils pourraient acheter une terre. Dans leur cas, il y eut rupture de la reproduction familiale²⁷.

C'est là le contexte qui amena des centaines de familles et des milliers d'individus à prendre la route et à s'établir partout sur le continent, avec une prédilection pour la Nouvelle-Angleterre voisine²⁸. Pour plusieurs, se développa rapidement une tradition migratoire. Le sociologue Léon Gérin a ainsi connu une famille qui avait déménagé vingt fois en cinquante ans et qui s'était dispersée dans deux provinces canadiennes et dans plusieurs villes américaines²⁹. Autre exemple : plusieurs des enfants de

27. Christian Dessureault, « La Propriété rurale et la paysannerie dans la plaine maskoutaine, 1795-1814 », dans Normand Séguin et François Lebrun (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècles. Actes du Colloque franco-québécois de Québec, 1985*, Trois-Rivières, Université du Québec, Centre de recherche en études québécoises, 1987, p. 39-49 ; Serge Courville, *Entre ville et campagne. L'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1990, 335 p. ; Serge Courville et Normand Séguin, *Le Monde rural québécois au XIX^e siècle*, Ottawa, Société historique du Canada, 1989, 25 p. ; Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, « Population et espace rural au Bas-Canada. L'exemple de l'axe laurentien dans la première moitié du XIX^e siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 44, n° 2, automne 1990, p. 243-262 ; Bruno Ramirez, *Par monts et par vaux. Migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique 1860-1914*, Montréal, Boréal, 1992, 204 p. ; Allan Greer, *Habitants, marchands et seigneurs. La vie rurale du Bas-Richelieu 1740-1840*, Québec, Septentrion, 2000, 358 p.

28. Yves Frenette, *loc. cit.* ; Yves Roby, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1776-1930*, Sillery, Septentrion, 1990, 434 p.

29. Léon Gérin, « Deux familles rurales de la rive sud du Saint-Laurent. Les débuts de la complication sociale dans un milieu canadien-français », *Mémoires de la Société royale du Canada*, 3^e série, II, 1908, p. 25-65.

Théodore-Jean Lamontagne, un entrepreneur gaspésien, migrèrent à la grandeur du continent, conservant les liens familiaux par l'entremise d'une volumineuse correspondance³⁰.

Malheureusement, dans l'état actuel des connaissances, on ne peut faire la part des causes de départ, que ce fût l'endettement, le chômage, la reproduction familiale, le désir d'aventure ou une combinaison de ces facteurs. On sait seulement que le cycle familial jouait un rôle important. Ainsi, les couples déménageaient dans les nouvelles zones de colonisation au moment de fonder une famille et quittaient celles-ci pour les villes, notamment les centres textiles de la Nouvelle-Angleterre, lorsque le nombre d'enfants en âge de travailler était assez élevé³¹.

En contexte migratoire intense, c'était la famille qui faisait le lien entre les diverses destinations et la région d'origine, les réseaux migratoires reliant deux ou plusieurs parties du Canada français en expansion. Les Canadiens français du Maine provenaient en grande partie de la Beauce québécoise, alors qu'un fort contingent du Rhode-Island était originaire du comté de Berthier. En Ontario, les migrants de Toronto venaient pour la plupart de la Mauricie et ceux de l'est de la province des comtés québécois avoisinants. Ce n'est qu'après avoir fait tache d'huile dans une aire géographique québécoise que les réseaux de parenté s'étendaient ailleurs au Canada et aux États-Unis. L'appartenance à de tels réseaux permettait aux ménages et aux individus de se mouvoir d'un endroit à l'autre, assurés qu'ils étaient d'y trouver soutien et sociabilité³². « La famille, la parenté, écrit avec justesse le géographe Christian Morissonneau, intègrent l'individu où qu'il aille, invitation à partir sans dépaysement trop grand car on demeure en famille, c'est-à-dire entre soi, même chez les autres³³ ».

Et, comme l'ont montré plusieurs études, notamment celles

30. Mario Mimeault, *L'Exode québécois, 1852-1925. Correspondance d'une famille dispersée en Amérique*, Québec, Septentrion, 2013, 452 p.

31. Yves Frenette, *loc. cit.* ; Bruno Ramirez, *loc. cit.*

32. Yves Frenette, *loc. cit.*

33. Christian Morissonneau, « Mobilité et identité québécoise », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 23, n° 58, 1979, p. 36.

de la regrettée Tamara Hareven, dans les villes, le soutien mutuel était particulièrement manifeste au travail, les réseaux de parenté y faisant souvent office d'agences de placement et d'initiateurs au travail industriel. Cela représentait pour les migrants une sécurité matérielle dans un système où le procès de production requérait la coopération. La présence de parents en plusieurs lieux du champ migratoire agissait aussi comme réservoir de dépannage ; on pouvait plus aisément se déplacer quand on savait que d'autres restaient pour s'occuper de la ferme ou des vieux parents³⁴. En dépit de cette mobilité géographique intense, les communautés canadiennes-françaises des villes québécoises ou de la diaspora demeuraient quand même stables, grâce à certains noyaux familiaux qui montraient un remarquable degré de sédentarité et étaient au premier rang pour bâtir les institutions et assurer la reproduction communautaire³⁵.

V – LE PEUPEMENT DE L'ONTARIO FRANÇAIS

En Ontario, le principal peuplement canadien-français se produisit au XIX^e siècle, enclenché par le commerce des fourrures finissant, mais surtout par l'industrie du bois qui attira des milliers de travailleurs, dont bon nombre se transformèrent en colons, amenant à leur suite femme et enfants. De son côté, l'Église catholique essaya d'implanter les Canadiens français sur des terres incultes, motivée qu'elle était par un désir d'enrayer la migration vers les centres urbains, notamment ceux des États-Unis³⁶.

Des facteurs idéologiques et religieux s'ajoutaient ainsi aux stratégies des individus et des familles dans le processus du peuplement canadien-français de la province anglo-protestante de l'Ontario. Se développèrent de cette façon des foyers de langue française dans la vieille aire française du Sud-Ouest, dans

34. Tamara K. Hareven, *Family Time and Industrial Time. The Relationship between the Family and Work in a New England Industrial Community*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982, 474 p.

35. Yves Frenette, *loc. cit.*

36. Gaétan Gervais, *Des Gens de résolution. Le passage du « Canada français » à l'« Ontario français »*, Sudbury, Institut franco-ontarien et Prise de Parole, 2003, 236 p.

les comtés de l'Est, à la Baie-Georgienne puis, au tournant du xx^e siècle, dans le nord de la province, à la mesure de l'exploitation agricole, forestière et minière³⁷.

C'est le Sud-Ouest qui vit la formation de la première concentration française en Ontario. En 1749, poursuivant l'objectif d'un empire colonial s'étendant de l'Île Royale à la Louisiane, le gouverneur de la Nouvelle-France, Roland-Michel Barrin de la Galissonnière, encouragea l'établissement de colons de la vallée du Saint-Laurent au fort Détroit, fondé quarante-huit ans plus tôt. Cette communauté, qui s'étendit bientôt sur les deux rives de la rivière Détroit, fut scindée par l'indépendance américaine en 1783 et l'établissement subséquent de la frontière entre les États-Unis et les colonies britanniques. Du côté ontarien, la colonisation à partir de Sandwich (Windsor) progressa et atteignit rapidement le lac Sainte-Claire. Puis, d'autres vagues de colons en provenance du Québec arrivèrent dans le Sud-Ouest. À côté de vieux noyaux de peuplement comme celui de Rivière-aux-Canards, on trouvait des localités mixtes formées de « Canayens » et de migrants canadiens-français récents, tel Windsor, et de nouveaux fronts pionniers ouverts par ces derniers, par exemple Paincourt³⁸.

Au début du xx^e siècle, la population de la région fut bouleversée par l'industrialisation et l'urbanisation. En 1904, la compagnie Ford ouvrit une usine à Windsor et fut bientôt suivie par d'autres fabricants d'automobiles. En outre, les Franco-Ontariens furent profondément divisés par le Règlement 17. En effet, partout dans

37. *Id.*, « L'Ontario français, 1821-1910 », dans Cornelius Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 49-124 ; Fernand Ouellet, « L'Évolution de la présence francophone en Ontario. Une perspective économique et sociale », Cornelius Jaenen, *op. cit.*, p. 127-198.

38. Ernest Lajeunesse (dir.), *The Windsor Border Region. Canada's Southernmost Region. A Collection of Documents*, Toronto, The Champlain Society et University of Toronto Press, 1960, 374 p. ; Lina Gouger, « Les Convois de colons de 1749-1750. Impulsion gouvernementale décisive pour la région de Windsor », dans Marcel Bénéteau (dir.), *Le Passage du Détroit. 300 ans de présence francophone/Passages. Three Centuries of Francophone Presence at Le Détroit*, Windsor, Humanities Research Group, 2003, p. 47-57 ; Fernand Ouellet, *L'Ontario français dans le Canada français. Contribution à l'histoire sociale*, Sudbury, Prise de Parole, 2005, p. 360-424 ; Guillaume Teasdale, *Settling in the Upper Country. The French of the Detroit River Region, 1730s-1810s*, Détroit, Michigan State University Press, à paraître.

le Sud-Ouest, mais surtout dans les agglomérations urbaines, les plus jeunes, souvent instruits en anglais, remettaient en cause la pertinence de la langue française. De plus, la lutte contre l'évêque de London, M^{gr} Michael Fallon, creusa le fossé entre une masse apathique ou franchement sympathique à la position du prélat et l'élite militante³⁹.

À l'extrémité est de la province, ce furent l'exploitation forestière et le commerce du bois équarri qui attirèrent des milliers de Canadiens français à partir de 1810. Au printemps, certains rentraient dans leurs paroisses québécoises, d'autres restaient pour s'occuper de la « drave » sur les rivières. Peu à peu, le long de ces dernières, surgirent des villages, où se concentraient les services, les gens de métier et les scieries. Puis, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, la colonisation s'effectua surtout par le biais de l'agriculture. La migration rapprochée à partir de l'ouest du Québec toucha tout l'est ontarien. Les migrants s'installèrent d'abord sur les basses terres des comtés de Prescott et de Russell, ignorées des Anglais et des Écossais. Ils acquirent ensuite les terres de ces derniers, partis vers l'Ouest ou vers les villes. Ces premiers colons s'établirent avec leur famille, souvent à proximité de parents ou d'amis originaires de la même localité québécoise. À bien des endroits, ils en vinrent à former la majorité de la population⁴⁰.

Dans le centre de la province, un groupement francophone naquit également sur le pourtour de la baie Georgienne. Il était composé de deux vagues migratoires : dans les années 1820 et 1830, des voyageurs franco-métis en provenance de Michillimackinac et de l'île Drummond ; après 1840, des Canadiens français de Batiscan, des environs de Joliette et des comtés de Vaudreuil et Soulanges. Furent ainsi fondés Pénétanguishene, Lafontaine, Perkinsfield, Randolph et d'autres localités du comté de Simcoe. Jusqu'au début du XX^e siècle, les Franco-Métis et les Canadiens

39. Jack Cecillon, *Prayers, Petitions, and Protests. The Catholic Church and the Ontario Schools Crisis in the Windsor Border Region, 1910-1928*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2013, 404 p.

40. Gaétan Gervais, « L'Ontario français, 1821-1910 » ; Fernand Ouellet, « L'Évolution de la présence francophone en Ontario », Cornelius Jaenen, *op. cit.*

français formaient des communautés distinctes et entretenaient peu de rapports, en dépit d'une langue commune⁴¹.

À la fin du XIX^e siècle, un autre mouvement migratoire amena des Canadiens français du Québec et de l'est ontarien vers le Nord. Au rythme de la construction du chemin de fer Canadien Pacifique, ils remontèrent d'abord les rivières Outaouais et Mattawa pour s'implanter comme agriculteurs-bûcherons sur les bords du lac Nipissingue. Plus à l'ouest, à Sudbury et dans ses alentours, l'avènement de la voie ferrée occasionna la découverte de gisements de cuivre et de nickel. À partir de 1885, de nombreux migrants s'y établirent et fondèrent une kyrielle de paroisses : Chelmsford, Hanmer, Azilda, Val-Caron, Val-Thérèse, etc. La construction d'autres lignes ferroviaires suscita l'implantation d'une population canadienne-française encore plus au nord, dans les secteurs de New-Liskeard, Timmins, Cobalt et Kirkland-Lake. Puis, au début du XX^e siècle, le National Transcontinental traversa la région d'est en ouest, ce qui incita des migrants à s'installer dans la grande zone argileuse, de Cochrane à Hearst, en passant par Iroquois-Falls et Kapuskasing⁴².

Partout dans la province, les villes attiraient également les Canadiens français. Ainsi, en 1911, 45 % des 212 000 personnes d'origine ethnique française de l'Ontario habitaient en milieu urbain. Ils y constituaient généralement une main-d'œuvre non qualifiée qui travaillait dans les scieries, les usines de transfor-

41. Daniel Marchildon, *La Huronie. Trois siècles et demi d'histoire dans la région de Pénétanguishene*, Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, 1984, p. 51-86 ; Micheline Marchand, *Les Voyageurs et la colonisation de Pénétanguishene (1825-1871)*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1989, 121 p.

42. Gaétan Gervais, « La Colonisation du Nord-Est ontarien », Frenette, Rivard et St-Hilaire, *op. cit.*, p. 149-154 ; Paul de la Riva, *Mine de rien. Les Canadiens français et le travail minier à Sudbury, 1886-1930*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1997, 239 p. ; Donald Dennie, *À l'ombre de l'INCO. Étude de la transition d'une communauté canadienne-française de la région de Sudbury, 1890-1972*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2001, 286 p. ; Guy Gaudreau (dir.), *L'Histoire des mines dans le Nord ontarien et québécois*, Sillery, Septentrion, 2003, 296 p. ; *Id.*, *Les Activités forestières dans le Nouvel-Ontario au XX^e siècle. Le rôle du milieu agricole et des politiques forestières*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 2009, 286 p.

mation du bois, les mines et diverses manufactures. Dans certains centres forestiers ou miniers de l'Est et du Nord, tels Hawkesbury, Cornwall, Pembroke. Sudbury, Sturgeon-Falls ou Timmins, des quartiers à majorité française virent le jour. Ce fut aussi le cas à Ottawa, capitale de la province unie du Canada en 1857, puis de la nouvelle nation canadienne dix ans plus tard. Par ailleurs, le nombre de Canadiens français à Toronto demeura modeste. Ils fondèrent néanmoins une paroisse en 1887. Comme ailleurs dans le Centre, les Canadiens français de la Ville-Reine gagnaient surtout leur vie comme ouvriers⁴³.

Enfin, à la suite de Fernand Ouellet, il faut noter à plusieurs endroits la présence de Franco-Ontariens qui n'étaient pas assez nombreux pour former des communautés. En effet, dans la plupart des cantons, leur représentation de la population totale oscillait autour de 1 %⁴⁴.

VI – L'ACADIE : ENTRE CONNAISSANCE ET MÉCONNAISSANCE

Comme au Québec, l'historiographie acadienne a été révisée dans le sens d'une plus grande attention à l'histoire sociale, notamment les phénomènes liés à l'industrialisation et à l'urbanisation. Toutefois, elle n'a pas suivi le même rythme que l'historiographie canadienne-française et a peu pris en compte la diaspora, en raison sans doute de l'exiguïté de l'institution universitaire acadienne et du rôle que joue sur la place publique la mémoire omniprésente du Grand Dérangement, la fameuse Déportation, que le sociologue Jean-Paul Hauteœur qualifie de « l'An un du calendrier chrétien, le vrai commencement de l'histoire pour la communauté descendante des premiers martyrs⁴⁵ ».

43. Gaétan Gervais, « L'Histoire de l'Ontario français (1610-1997) », dans Joseph-Yvon Thériault (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada. L'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1999, p. 145-161.

44. Fernand Ouellet, *L'Ontario français dans le Canada français*, op. cit., p. 122.

45. Jean-Paul Hauteœur, *L'Acadie du discours. Pour une sociologie de la culture acadienne*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1975, p. 79-80. Sur l'exiguïté de l'institution historique en Acadie, lire Ronald Rudin, « Qui est Clio, et qu'est-ce l'Acadie ? », dans Patrick D. Clarke (dir.), *Clio en Acadie. Réflexions historiques*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, p. 243-255. Sur l'omniprésence de la

Ainsi, connaît-on très mal la période postérieure à la Déportation, pendant laquelle des courants migratoires amenèrent des centaines de familles au Québec et en ramenèrent d'autres dans la région atlantique⁴⁶. Ces mouvements de population furent à l'origine de la constitution de nouvelles Acadies, loin des centres de pouvoir britanniques, les autorités forçant les anciens exilés à se disperser en petits groupes. De toute façon, traumatisés par la Déportation, les Acadiens, dans la majorité des cas, ne voulaient pas s'établir sur leurs anciennes terres, dont la plupart étaient maintenant occupées par des colons anglo-protestants originaires de la Nouvelle-Angleterre. Les déportés se rassemblèrent donc en plusieurs points de la région atlantique, où ils fondèrent des communautés⁴⁷.

On ne sait presque rien non plus de l'apport démographique venu de l'extérieur. Comme avant la Déportation, des Amérindiens et des Britanniques s'intégrèrent dans les communautés, difficilement pour les premiers. Des personnes de diverses sources vinrent aussi alimenter le fait français dans la région atlantique.

Déportation dans la mémoire collective, voir *Id.*, *L'Acadie entre le souvenir et l'oubli. Un historien sur les chemins de la mémoire collective*, Montréal, Boréal, 2014, 441 p. ; Robert Viau, *Les Grands Dérangements. La déportation des Acadiens en littératures acadienne, québécoise et française*, Beauport, Publications MNH, 1997, 381 p. ; Julien Massicotte, « La Tragédie acadienne. Différentes perceptions de 1755 », *Argument*, vol. 8, n° 1, automne 2005-hiver 2006, p. 154-164 ; Caroline-Isabelle Caron, « "Y a jamais eu de grand dérangement". Représentations acadiennes de la Déportation au xx^e siècle », *Mens*, vol. 11, n° 1, 2010, p. 77-93.

46. Pour s'en convaincre, prendre connaissance des pages qui y sont consacrées dans Léon Thériault, « L'Acadie de 1763 à 1990. Synthèse historique », dans Jean Daigle (dir.), *L'Acadie des Maritimes. Études thématiques des débuts à nos jours*, Moncton, Chaire d'études acadiennes, 1993, p. 431-466 ; Nicolas Landry et Nicole Lang, *Histoire de l'Acadie*, Québec, Septentrion, 2014, 467 p. Des exceptions notables : la monographie de Nicolas Landry, *Une communauté acadienne en émergence. Caraquet (Nouveau-Brunswick), 1760-1860*, Sudbury, Prise de Parole, 2009, 188 p., et deux articles de Ronnie-Gilles LeBlanc, « Menoudie, 1766-1805. Quarante années de vie acadienne en Nouvelle-Écosse », *Cahiers de la Société historique acadienne*, vol. 23, n°s 3-4, juillet-décembre 1992, p. 168-184 ; *Id.*, « La Quête pour le droit à la propriété dans l'Acadie des Maritimes, 1763-1800 », *Études canadiennes*, n° 37, 1994, p. 41-50.

47. Robert Le Blanc, « Les Migrations acadiennes », dans Louder et Waddell, *Du Continent perdu à l'archipel retrouvé*, p. 137-162 ; Yves Frenette et Stéphane Plourde, « Les Nouvelles Acadies de l'Atlantique, 1763-1871 », Frenette, Rivard et St-Hilaire (dir.), *op. cit.*, p. 69-72.

Un peu partout dans le Golfe Saint-Laurent, par exemple, des Jersiais et Guernesiais protestants s'« acadianisèrent », épousant des Acadiennes, se convertissant au catholicisme et troquant leur patois anglo-normand pour le français acadien⁴⁸. En outre, de nombreux Canadiens français migrèrent au Nouveau-Brunswick, particulièrement au Madawaska et dans la péninsule acadienne. Parallèlement, la présence de prêtres du Québec contribua de façon indéniable à la construction des nouvelles Acadies, quoique les Canadiens français et les Acadiens aient été porteurs de cultures distinctes⁴⁹. Les communautés acadiennes accueillirent également des réfugiés, laïcs et ecclésiastiques, de la Révolution française et de la France napoléonienne⁵⁰. Plus tard, ce furent des réfugiés et des déserteurs fuyant les navires de pêche français qui s'intégrèrent aux populations acadiennes du Cap-Breton et des Îles-de-la-Madeleine, comme en témoigne la tradition orale⁵¹. Toutefois, ce fut la côte ouest de Terre-Neuve qui en reçut le plus grand nombre, puisque la France y conserva un droit de pêche jusqu'en 1904. Des milliers de marins et de pêcheurs bretons partaient ainsi chaque année pour Terre-Neuve et Saint-Pierre-et-Miquelon. Les conditions difficiles sur les bateaux, notamment pour les mousses, encouragèrent certains Terre-Neuvas à désertier et à se cacher dans les bois. D'autres, leur service terminé, revinrent s'établir dans la péninsule de Port-au-Port, où ils se mêlèrent aux Acadiens⁵².

48. Yves Frenette, *Les Anglo-Normands dans l'est du Canada*, Ottawa, Société historique du Canada, 1996, 18 p.

49. Léon Thériault, « Les Missionnaires et leurs paroissiens dans le nord-est du Nouveau-Brunswick, 1766-1830 », *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 9, nos 1-3, octobre 1976, p. 31-51.

50. Gérald C. Boudreau, *Le Père Sigogne et les Acadiens du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse*, Montréal, Bellarmin, 1992, 229 p. ; Yves Frenette, « Les Migrants français au Canada, 1760-1980. Essai de synthèse », dans Didier Poton, Micéala Symington et Laurent Vidal (dir.), *La Migration française aux Amériques. Pour un dialogue entre histoire et littérature*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p. 141-171.

51. Yves Frenette, *Francophonies canadiennes*, loc. cit.

52. André Magord (dir.), *Les Franco-Terreneuviens de la péninsule de Port-au-Port. Évolution d'une identité franco-canadienne*, Moncton, Chaire d'études acadiennes, 2002, 232 p.

La période connue sous le nom de Renaissance acadienne (1880-1920) a été davantage étudiée par les historiens et les sociologues. Ils expliquent cette renaissance par la croissance soutenue des effectifs démographiques, accompagnée d'un développement économique fondé sur l'industrie et une plus grande commercialisation des activités agricoles et halieutiques, ce qui contribua à l'émergence d'une élite capable de promouvoir les traits culturels acadiens et de les affirmer sur la place publique, surtout au Nouveau-Brunswick⁵³. Très influencée par l'idée de relèvement national promue par l'historien François Edme Rameau de Saint-Père (1820-1899)⁵⁴ et par la résurrection mémorielle de la Déportation, à la suite de la traduction en 1865 du poème épique *Evangeline. A Tale of Acadia* de Henry Wadsworth Longfellow (1807-1882)⁵⁵, l'intelligentsia naissante s'appuya sur les structures traditionnelles de sociabilité pour mobiliser les gens afin de mettre sur pied des institutions, revendiquer des droits et élever ce groupe minoritaire dispersé au rang de Nation. Après avoir exigé la francisation du clergé et structuré un réseau de paroisses, le mouvement national acadien réussit à acadianiser la direction régionale de l'Église et à se doter d'institutions, principalement de collèges et de couvents, capables d'assurer la reproduction de cet univers⁵⁶.

53. Léon Thériault, *op. cit.* ; Landry et Lang, *loc. cit.* ; Nicolas Landry, *Les Pêches dans la péninsule acadienne, 1850-1900*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1994, 192 p. ; Sheila Andrew, *The Development of Elites in Acadian New Brunswick, 1861-1881*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1997, 262 p. ; Stéphane Plourde et Yves Frenette, « Essor démographique et migrations dans l'Acadie des Maritimes, 1871-1921 », Frenette, Rivard et St-Hilaire, *op. cit.*, p. 111-114.

54. François Edme Rameau de Saint-Père, *La France aux colonies. Études sur le développement de la race française hors de l'Europe*, Paris, A. Jouby, 1859, xxxix-355 p. Sur cet auteur, voir Pierre Trépanier et Lise Trépanier, « Rameau de Saint-Père et l'histoire de la colonisation française en Amérique », *Acadiensis*, vol. 9, n° 2, printemps 1980, p. 40-55.

55. Léon Pamphile Le May, *Essais poétiques*, Québec, G.-E. Desbarats, 1865, p. 1-107. Sur le mythe d'Évangéline, voir Joseph-Yvon Thériault, *Évangéline. Contes d'Amérique*, Montréal, Québec Amérique, 2013, 400 p.

56. Joseph-Yvon Thériault, « Naissance, déploiement et crise de l'idéologie nationale acadienne », dans Simon Langlois (dir.), *Identité et cultures nationales. L'Amérique française en mutation*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1995, p. 67-83.

À partir de 1881, l'élite laïque et cléricale définit la nation acadienne lors de grandes conventions auxquelles participaient des milliers de personnes. Elle adopta ainsi le 15 août, jour de l'Assomption, comme date de la fête nationale des Acadiens et elle créa la Société nationale l'Assomption, qui devint l'organisme de défense de leurs droits. Elle se donna aussi un hymne national, l'*Ave Maris Stella*, et un drapeau, le tricolore étoilé, plutôt que d'adopter les symboles canadiens-français, comme certains chefs de file le souhaitaient. En outre, elle fit de Moncton, ville à majorité anglo-protestante, la capitale de l'Acadie. Toutes ces actions visaient à créer, puis à préserver l'identité acadienne, dont la mémoire de la Déportation, la religion catholique et la langue française représentaient les trois éléments centraux.

Comme les Canadiens français, les Acadiens émigrèrent. Entre 1870 et 1940, ils auraient été plus de 30 000 à prendre la route des « États » ou de « La Marique ». Dans les premiers temps, il s'agissait surtout de pêcheurs du Cap-Breton partis chercher fortune sur les côtes de la Nouvelle-Angleterre, dont la majorité revint en Acadie. Toutefois, certains s'établirent à demeure et s'américanisèrent, comme en fait foi l'anglicisation de leurs noms de famille. Ces pêcheurs furent bientôt suivis par d'autres migrants qui travaillaient dans les forêts, les chantiers de construction et les manufactures. Ils provenaient des trois provinces maritimes et fondèrent de petites colonies au Massachusetts et au Maine. On n'en sait pas grand-chose⁵⁷.

VII – DÉCOUVERTES LOUISIANAISES

Quant au troisième foyer de peuplement français en Amérique du Nord, la Louisiane, les chercheurs américains et français ont découvert et redécouvert de larges pans de son histoire dans

57. Stéphane Plourde et Yves Frenette, « Essor démographique et migrations dans l'Acadie des Maritimes » ; Clarence J. D'Entremont, « La Survivance acadienne en Nouvelle-Angleterre », dans Claire Quintal (dir.), *L'Émigrant acadien vers les États-Unis, 1842-1950*, Québec, Conseil de la vie française en Amérique, 1984, p. 8-25 ; Paul D. Leblanc, « De la ferme à l'usine. Les Acadiens dans Fitchburg, Massachusetts 1880-1910 », dans Quintal, *L'Émigrant acadien vers les États-Unis*, p. 159-172.

les dernières décennies. C'est la période coloniale française et espagnole qui a surtout retenu leur attention, mais certains historiens ont ouvert des chantiers prometteurs sur l'esclavage, l'arrivée des Acadiens et leur transformation en Cadiens, les relations raciales, l'américanisation de la colonie, puis de l'État. Toutefois, il reste encore beaucoup de travail à faire⁵⁸.

En 1763, au moment de la cession à l'Espagne, la Louisiane se caractérisait par la présence de trois groupes. Sous le Régime français, malgré un fort accroissement naturel, la faiblesse de l'immigration avait été telle que la population d'origine européenne, c'est-à-dire les Créoles blancs, y était demeurée faible et inférieure en nombre aux Amérindiens. Soucieux de contrôler l'immense territoire qu'ils revendiquaient, les Français avaient entretenu des alliances avec eux. Que ce fût dans le cœur densément peuplé de la Nouvelle-Orléans ou dans les espaces périphériques, les sociétés française et amérindienne vivaient en étroite communion. En outre, on comptait dans la colonie une population d'esclaves en voie de francisation. Selon Cécile Vidal, la colonie constituait de la sorte une synthèse entre le Canada et les Antilles, entre un monde franco-amérindien et un monde franco-africain⁵⁹.

Toujours selon Vidal, c'est pendant la période espagnole, c'est-à-dire entre 1763 et 1800, que la société louisianaise se stratifia en trois groupes aux statuts juridiques distincts – Blancs, « gens de couleur libres » et esclaves noirs, sous l'effet de la croissance des affranchissements et plus encore de l'arrivée de nombreux réfugiés de Saint-Domingue (Haïti). Commençaient

58. Étienne Rivard, « Migrations et ethnicité en Louisiane », Frenette, Rivard et St-Hilaire, *op. cit.*, p. 79-82 ; Cécile Vidal (dir.), *Louisiana. Crossroads of the Atlantic World*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2013, 304 p. ; Jean-Pierre Le Glaunec et Nathalie Dessens (dir.), *Interculturalité. La Louisiane au carrefour des cultures*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2016, 370 p.

59. Cécile Vidal, « La Colonie du Mississippi », Frenette, Rivard et St-Hilaire, *op. cit.*, p. 41-50. Voir aussi Daniel H. Usner, Jr., *Indians, Settlers, and Slaves in a Frontier Exchange Economy. The Lower Mississippi Valley before 1783*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1992, 314 p. ; Gwendolyn Mildred Hall, *Africans in Colonial Louisiana. The Development of Afro-Creole Culture in the Eighteenth-Century*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1992, 456 p.

aussi à transparaître chez les Français nés dans la colonie une identité créole, c'est-à-dire une culture française transformée par l'environnement avec le milieu louisianais et les autres éléments de la population. Ainsi, lors d'une révolte contre les autorités espagnoles en 1768, l'élite se présenta pour la première fois comme louisianaise⁶⁰.

À cette époque, la population de langue française augmenta, grâce à l'apport acadien et antillais. En effet, entre 1765 et 1785, un peu moins de 3 000 Acadiens, issus de la Déportation, arrivèrent par vagues successives. Bien qu'étalé dans le temps, ce mouvement migratoire était motivé par un désir de reconstruire les réseaux de parenté, durement mis à l'épreuve⁶¹. Cependant, malgré le poids des Acadiens dans le devenir du fait français en Louisiane, c'est l'arrivée de migrants de Saint-Domingue qui fut l'événement démographique le plus marquant. Les premiers groupes se réfugièrent en Louisiane entre 1792 et 1798, à la suite d'insurrections d'esclaves dans l'île. En 1809, près de 10 000 autres personnes arrivèrent de Cuba, où elles s'étaient initialement expatriées⁶². La plupart étant instruites et relativement fortunées, elles s'intégrèrent sans grande difficulté à la société créole de la Nouvelle-Orléans, ville qui fut aussi le théâtre, dans la première moitié du XIX^e siècle, d'une migration constante en provenance de France. À l'aube de la guerre de Sécession, on ne dénombrait pas en Louisiane moins de 11 000 personnes nées dans ce pays, dont la plupart habitaient la capitale⁶³.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, la géographie francophone de la Louisiane fut aussi conditionnée par des

60. Cécile Vidal, « La Colonie du Mississippi », *loc. cit.*

61. Carl Brasseaux, *The Founding of New Acadia. The Beginnings of Acadian Life in Louisiana, 1765-1803*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1997, 228 p.

62. Nathalie Dessens, *From Saint-Domingue to New Orleans. Migration and Influences*, Gainesville, University Press of Florida, 2007, 257 p. ; *Id.*, *Creole City. A Chronicle of Early American New Orleans*, Gainesville, University Press of Florida, 2015, 273 p.

63. Paul Lachance, « The Foreign French », dans Arnold R. Hirsch et Joseph Logsdon (dir.), *Creole New Orleans. Race and Americanization*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1992, p. 101-130.

migrations internes. Comme elles l'avaient fait en Acadie avant la Déportation, les familles se propagèrent dans les prairies ou le long des rivières, profitant des berges boisées pour construire leurs habitations et se chauffer. Parallèlement, des épidémies ou des conflits avec les Créoles blancs donnèrent lieu à des migrations de longue distance⁶⁴.

Contrairement à ceux de Saint-Domingue, les exilés acadiens se mêlèrent peu aux Créoles blancs, dont le mode de vie différait du leur, bien que certaines familles se soient lancées dans l'exploitation de plantations fondées sur l'esclavage. Toutefois, selon des processus qu'on connaît mal, émergea une culture cadienne, fruit d'un métissage entre la contribution acadienne, les apports des petits habitants blancs et des « gens de couleur libres », ainsi que les apports amérindiens et africains. Dans les campagnes louisianaises d'avant la guerre de Sécession, la marginalité socio-économique était étroitement associée à cette identité en formation, tandis que dans les villes, une anglicisation avait cours. En 1860, c'est moins du quart de la population blanche de la Nouvelle-Orléans qui parlait encore français⁶⁵.

Puis, survint un autre Grand Dérangement, la guerre de Sécession et la défaite du Sud, qui consacrèrent l'effacement relatif de la Nouvelle-Orléans du paysage économique américain et l'affaiblissement permanent des migrations en provenance de la France, les métropolitains préférant désormais New York, San-Francisco et Buenos-Aires. En 1920, la Louisiane ne comptait plus que 4 000 personnes nées en France⁶⁶.

Dans le même temps, la situation des Noirs francophones changea. Avec l'émancipation, les esclaves furent les seuls à voir leurs conditions matérielles s'améliorer, en dépit d'une recrudescence du racisme, alors que les anciens maîtres, Créoles

64. Étienne Rivard, *loc. cit.*

65. *Ibid.* ; Carl A. Brasseaux, *Acadian to Cajun. Transformation of a People, 1803-1877*, Jackson, University Press of Mississippi, 1992, 252 p. ; Yves Frenette, « La Louisiane et la Nouvelle-Angleterre francophones, 1865-1914. Une comparaison », *Francophonies d'Amérique*, n° 8, 1998, p. 143-151.

66. François Weil, « Les Transformations de la population franco-louisianaise », Frenette, Rivard et St-Hilaire, *op. cit.*, p. 179-180.

blancs, Créoles de couleur ou Acadiens, connurent de grandes difficultés. Quant à eux, les petits habitants blancs, c'est-à-dire les individus qui avaient peu d'esclaves ou qui n'en possédaient pas du tout, perdirent leur indépendance économique, tout comme le firent les petits Créoles de couleur. Dans un contexte de dépression économique qui se traduisait par une hausse des taux d'intérêt, il n'était plus possible de consolider les patrimoines et de contrer les lois successorales louisianaises, lesquelles imposaient le partage égal entre héritiers. Dans les deux cas, bon nombre dégringolèrent dans l'échelle sociale, les circonstances les forçant à devenir ouvriers agricoles ou, pire encore, métayers, statut synonyme de pauvreté et de misère. En outre, dans leur esprit et parfois dans les faits, les petits habitants blancs se retrouvaient au même niveau que les anciens esclaves. Dans cette Louisiane du lendemain de la guerre de Sécession, classe, race et ethnicité se conjuguèrent pour reformuler les identités multiples des francophones⁶⁷.

Comme les sudistes anglophones, les Créoles blancs avaient défendu avec vigueur la position confédérée, tant politiquement que militairement. À la suite de la victoire du Nord, ils commencèrent à idéaliser la période d'avant-guerre et l'esclavage. Ils tentèrent aussi désespérément de monopoliser l'ethnonyme « Créole », pour contrer les allégations des Anglo-Américains à l'effet que les francophones blancs avaient tous au moins quelques gouttes de sang noir. Ils mirent sur pied une kyrielle d'associations qui, sous le couvert de préoccupations culturelles, servaient de chiens de garde de la créolité blanche. Ce mouvement prit encore plus d'importance après 1880 : dans un État qui avait inscrit dans la loi la supériorité des Blancs, il devenait urgent pour les Créoles blancs d'effacer toute trace d'influence africaine sur leur culture et de mettre en exergue leurs origines aristocratiques ainsi que leur héritage hexagonal⁶⁸.

De leur côté, les petits Créoles blancs des campagnes étaient

67. *Ibid.* ; Yves Frenette, « La Louisiane et la Nouvelle-Angleterre francophones », *op. cit.*

68. *Ibid.* ; Virginia R. Dominguez, *White by Definition. Social Classification in Creole Louisiana*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1993, 325 p.

tout aussi occupés que ceux de la Nouvelle-Orléans à préserver une identité distincte de celle des Créoles de couleur et des anciens esclaves. Mais ne pouvant invoquer des origines aristocratiques, ils abandonnèrent l'appellation « Créole » aux « gens de couleur libres », ce qui accéléra leur intégration aux Cadiens, dont l'identité cadienne était maintenant associée à la grandeur d'âme de l'héroïne Évangéline. Même dans les régions où les Créoles blancs dominaient numériquement, la figure de cette dernière s'imposa et le terme « cadien », se répandit⁶⁹.

La guerre eut également des effets néfastes sur les Créoles de couleur. Ayant bénéficié jusque-là de possibilités d'avancement social et de quelques privilèges, ils se retrouvèrent désormais sur le même pied que les esclaves affranchis. Ils durent donc s'adapter et recourir à de nouvelles stratégies économiques, comme la mise aux gages de leurs enfants chez des Blancs et la subdivision à outrance du patrimoine foncier. La migration vers des régions isolées apparut aussi à plusieurs d'entre eux comme une façon d'assurer leur survie économique et culturelle. Ailleurs, celle-ci fut facilitée par le départ des Blancs qui ne voulaient plus résider dans des lieux associés aux « Nègres ». Parfois, les Créoles de couleur élaborèrent des réseaux matrimoniaux compliqués pour pratiquer l'endogamie ethnoculturelle, tout en évitant l'endogamie biologique. À certains endroits, ils imposèrent aux Noirs une ségrégation aussi cruelle que celle des Blancs. D'autres furent cependant aux premiers rangs pour promouvoir les droits civiques des Noirs, se rendant compte qu'ils menaient désormais la même lutte qu'eux. Plus instruits et plus expérimentés, ils étaient plus aptes à l'action politique⁷⁰.

Parallèlement, l'identité cadienne était en constante reformulation par les contacts avec la société majoritaire anglo-américaine. En effet, l'exogamie ethnolinguistique et l'usage

69. Carl A. Brasseaux, Claude F. Oubre et Keith P. Fontenot, *Creoles of Color in the Bayou Country*, Jackson, University Press of Mississippi, 1994, 192 p.

70. *Ibid.* ; François Weil, *loc. cit.* ; Yves Frenette, « La Louisiane et la Nouvelle-Angleterre francophones », *op. cit.*

de l'anglais s'accrurent. À partir de 1880, le chemin de fer amena la modernisation des campagnes et suscita la naissance de petits centres de services, en plus d'encourager la venue d'entreprises industrielles et d'immigrants anglo-américains. En 1901, l'extraction du pétrole commença dans le secteur de Lafayette. En même temps, les mouvements migratoires des Cadiens augmentèrent leurs contacts avec le monde extérieur. Certains partaient pour les villes et les bourgs louisianais, où ils s'anglicisaient davantage, ainsi que pour l'État voisin du Texas, où les terres étaient moitié moins chères et où l'industrie pétrolière offrait des salaires relativement élevés⁷¹.

VIII – LES PAYS MÉTIS

L'historiographie du centre et de l'ouest du continent a fait l'objet d'une véritable révolution depuis la publication en 1991 du *Middle Ground* de Richard White⁷². Dans sa foulée, l'essor de la recherche a été tel qu'on parle même de la redécouverte d'une époque oubliée de l'évolution des États-Unis, l'époque créole ou métisse, selon les auteurs et les lieux qu'ils étudient⁷³.

C'était un territoire modulé par le commerce des fourrures et d'autres produits ainsi que par les interactions entre Amérindiens et Blancs, au premier chef des Canadiens français et des Français qui étaient souvent des semi-nomades parcourant de grandes distances. Les Canadiens français y reproduisirent, en les adaptant, les traditions culturelles de la vallée du Saint-Laurent : longues bandes de terres donnant sur un cours d'eau, maisons de style normand, folklore riche qui plongeait ses racines dans la France

71. Dean R. Louder et Michael Leblanc, « Les Cadjins de l'Est du Texas », Louder et Waddell, *Du continent perdu à l'archipel retrouvé*, op. cit., p. 259-271. Pour une critique du mythe du Cadien isolé et arriéré, voir les articles de Lawrence E. Estaville, Jr., notamment « The Louisiana French in 1900 », *Journal of Historical Geography*, n°14, 1988, p. 342-349.

72. Richard White, *Le Middle Ground. Indiens, empires et républiques dans la région des Grands Lacs, 1650-1815*, Toulouse, Anarchisis, 2009, 731 p.

73. Voir notamment Jay Gitlin, *The Bourgeois Frontier. French Towns, French Traders, and American Expansion*, New Haven, Yale University Press, 2010, 290 p. ; Guillaume Teasdale et Tangi Villerbu (dir.), *Une Amérique française 1760-1860. Dynamiques du corridor créole*, Paris, Les Indes savantes, 2015, 316 p.

médiévale, pour ne mentionner que trois exemples. En même temps, l'étroit contact avec les Amérindiens favorisait les unions mixtes, les fameux « mariages à la mode du pays ». Dans le Nord-Ouest, c'est-à-dire grosso modo la Prairie canadienne, naquit autour de 1815 la Nouvelle Nation ou le peuple des Bois-Brûlés, tels que commencèrent à se désigner les personnes d'origine mixte⁷⁴.

L'enchâssement des droits des Métis comme peuple autochtone dans l'Acte constitutionnel de 1982 a alimenté l'intérêt des chercheurs canadiens pour ce domaine. Attachés à comprendre et à documenter la conscience territoriale des Métis, ils ont élaboré de nouveaux cadres méthodologiques et théoriques, alors que jusqu'aux années 1960 et 1970, on comprenait très mal comment l'identité métisse avait émergé⁷⁵. Prenant la suite de Marcel Giraud, les historiennes Jacqueline Peterson et Jennifer Brown furent les pionnières dans ce domaine⁷⁶. Bien que Brown se soit avant tout concentrée sur les Métis d'origine écossaise dans le giron de la Compagnie de la Baie d'Hudson, elle fit tout de même des parallèles révélateurs avec la Compagnie du Nord-Ouest et ses engagés canadiens-français. De son côté, Peterson débroussailla le terrain autour des Grands-Lacs. Leurs successeurs montrèrent que l'avènement des communautés métisses reposait sur le développement de niches – fussent-elles socioéconomiques,

74. Yves Frenette, *Brève histoire des Canadiens français*, *op. cit.* ; Nathalie Kermoal et Étienne Rivard, « Essors et transformations des territorialités franco-métisses », Frenette, Rivard et St-Hilaire, *op. cit.*, p. 95-100 ; Carolyn Podruchny, *Les Voyageurs et leur monde. Voyageurs et traiteurs de fourrures en Amérique du Nord*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, 377 p. ; Jean Barman, *French Canadians, Furs, and Aboriginal Women in the Making of the Pacific Northwest*, Vancouver, UBC Press, 2015, 472 p.

75. Étienne Rivard, « Les Bois-Brûlés et le Canada français. Une histoire de famille éclatée », Lamarre, *op. cit.*, p. 55-74.

76. Marcel Giraud, *Le Métis canadien. Son rôle dans l'histoire des provinces de l'Ouest*, 2 vol., Paris, Institut d'ethnologie, 1945, 1296 p. ; Jacqueline Peterson, « Prelude to Red River. A Social Portrait of the Great Lakes Métis », *Ethnohistory*, vol. 25, n° 1, 1978, p. 41-67 ; Jennifer S. Brown, *Strangers in Blood. Fur Trade Company Families in Indian Country*, Vancouver, UBC Press, 1980, 275 p. ; Jacqueline Peterson et Jennifer H. Brown (dir.), *The New Peoples. Being and Becoming Metis in North America*, Winnipeg, University of Manitoba Press, 1985, 226 p.

socioculturelles ou sociopolitiques. Intermédiaires culturels ou économiques, les Métis s'imposèrent dans la traite des pelleteries puis le commerce des peaux de bison. Spatialement, ils occupaient des lieux stratégiques, souvent au confluent de deux rivières. Vers 1830, on estimait à près de 15 000 le nombre de Métis dispersés au sud et à l'ouest des Grands-Lacs dans un réseau étendu d'une cinquantaine de villages liés économiquement et socialement aux vieux postes de Détroit et de Michillimakinac. S'y ajoutaient quelques milliers de Métis dans le Bas-Missouri, associés davantage à la traite de Saint-Louis⁷⁷.

Parallèlement, aux États-Unis, de véritables empires familiaux se maintinrent pendant plusieurs générations, ceux des Campeau à Détroit et des Chouteau à Saint-Louis étant les plus connus. Ces hommes d'affaires, dont l'identité était complexe, composèrent assez bien avec l'expansion euro-américaine vers l'Ouest et la transition vers une économie agricole, réinvestissant les profits de la traite dans le marché foncier et dans les compagnies de chemin de fer⁷⁸.

Le rôle d'intermédiaire apparaît comme le principal facteur de l'ethnogénèse du peuple métis, mais il faut également tenir compte du contexte démographique. Ainsi aux États-Unis, le rythme accru du peuplement euro-américain relégua assez

77. Kermoal et Rivard, *loc. cit.* ; Gerhard J. Ens, *Homeland to Hinterland. The Changing Worlds of the Red River Metis in the Nineteenth Century*, Toronto, University of Toronto Press, 1996, 268 p. ; John Foster, « Wintering, the Outsider Adult Male and the Ethnogenesis of the Western Plains Métis », dans Theodore Binnema *et al.* (dir.), *From Rupert's Land to Canada*, Edmonton, University of Alberta Press, 2001, p. 91-103 ; Heather Devine, *The People Who Own Themselves. Aboriginal Ethnogenesis in a Canadian Family, 1660-1900*, Calgary, University of Calgary Press, 2004, 358 p. ; Nicole St-Onge, *Saint-Laurent, Manitoba. Evolving Métis identities, 1850-1914*, Regina, Canadian Plains Research Center, 2004, 137 p. ; Brenda Macdougall, *One of the Family. Metis Culture in Nineteenth Century Northwestern Saskatchewan*, Vancouver, UBC Press, 2010, 360 p. ; Nicole St-Onge, Carolyn Podruchny et Brenda Macdougall (dir.), *Contours of a People. Metis Family, Mobility, and History*, Norman, University of Oklahoma Press, 2012, 520 p. ; Lucy Eldersveld Murphy, *Great Lakes Creoles. A French-Indian Community on the Northern Borderlands. Prairie-du-Chien, 1750-1860*, Columbus, Ohio State University Press, 2014, 326 p. ; Michel Hogue, *Metis and the Medicine Line. Creating a Border and Dividing a People*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2015, 344 p.

78. Jay Gitlin, *loc. cit.* ; Kermoal et Rivard, *loc. cit.*

rapidement les Métis aux confins du territoire habité, où une partie d'entre eux rejoignit après 1850 les Amérindiens sur des réserves. Au contraire, dans l'ouest du Canada, la relative absence d'une population blanche avant le troisième quart du XIX^e siècle favorisa l'expansion géographique des Métis ainsi que le développement d'un sentiment national qui conduisit aux deux soulèvements populaires menés par Louis Riel en 1869-1870 et en 1885. Mais, à partir de ce moment, les Métis du Nord-Ouest connurent le même sort que leurs cousins des États-Unis, une génération plus tôt. Les plus démunis devinrent des squatteurs près des réserves amérindiennes ou des villages euro-canadiens, vivant de petits boulots saisonniers ou du fret, de la pêche, de la chasse et de la trappe⁷⁹.

IX – LES MIGRANTS FRANCO-EUROPÉENS

Avant de mettre fin à cet état des lieux, nous aimerions revenir sur les migrants franco-européens. Ces derniers n'ont pas laissé d'empreinte territoriale aussi profonde que les autres groupes francophones, quoique leur présence puisse être associée à certaines régions. En dépit de plusieurs travaux de qualité, on peut évoquer l'adage populaire : « Plus on les connaît, plus on se rend compte qu'on ne les connaît pas ». C'est que leurs mouvements migratoires sont difficiles à cerner. L'attention portée aux migrations politiques a fait oublier le caractère économique de la mobilité géographique transatlantique ou la convergence des deux facteurs, auxquels s'ajoute, pour le Canada, le facteur religieux⁸⁰.

Ceux qu'on connaît le moins mal sont les Français. Ils étaient peut-être 500 000 aux États-Unis entre 1763 et 1920, et environ

79. Nicole St-Onge, « The Dissolution of a Métis Community. Pointe à Grouette, 1860-1885 », *Studies in Political Economy*, vol. 18, 1985, p. 149-171 ; Nathalie Kermaal, « La Question des terres métisses, 1870-1975 », Frenette, Rivard et St-Hilaire, *op. cit.*, p. 165-169.

80. Ronald Creagh, *loc. cit.* ; Yves Frenette, « Les Migrants français au Canada » ; Matteo Sanfilippo, « Les Immigrants franco-européens », Frenette, Rivard et St-Hilaire, *op. cit.*, p. 83-88 ; Michel Cordillot, *Révolutionnaires du Nouveau Monde. Une brève histoire du mouvement socialiste francophone aux États-Unis (1885-1922)*, Montréal, Lux, 2010, 212 p. ; *Id.*, *Utopistes et exilés du Nouveau Monde. Des Français aux États-Unis de 1848 à la Commune*, Paris, Vendémiaire, 2013, 379 p.

100 000 au Canada pendant la même période. Dans les deux cas, nombre d'entre eux étaient des migrants temporaires qui repartirent pour l'Amérique latine ou pour la mère patrie, particulièrement lors de la Première Guerre mondiale. Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, ils provenaient de toutes les régions de l'Hexagone ; après cela, les régions d'origine divergèrent : ceux qui choisirent les États-Unis étaient originaires de l'Alsace, de la Lorraine, de la Moselle, des Alpes, des Pyrénées, de l'ouest du Massif central ; pour leur part, les migrants du Canada étaient nés surtout en Bretagne, en Savoie, au Massif central et dans la Loire-Atlantique⁸¹.

C'est que, si l'amélioration de l'économie nationale offrait à la plupart des Français les emplois qui leur évitaient de s'expatrier, le dynamisme démographique et l'insuffisance des ressources dans les régions rurales précitées incitaient certains à chercher ailleurs les moyens de gagner leur vie. Comme ailleurs en Europe, des agents d'émigration les aidaient à payer leur voyage, à satisfaire aux lois d'immigration nord-américaines et à trouver un emploi. Pour le Canada, le réseau de recrutement était gouvernemental et ecclésiastique, l'immigration franco-européenne étant partie prenante du contexte de concurrence politico-religieuse entre la majorité anglo-protestante et la minorité franco-catholique. Que la destination souhaitée ait été ce pays ou les États-Unis, les promoteurs de la migration devaient composer avec les autorités françaises, qui mettaient des obstacles à leur travail en émettant des lois et des règlements restrictifs, et en dénonçant l'émigration. Ainsi, à Québec et à Montréal, les consuls généraux furent d'abord tièdes envers la migration de leurs compatriotes puis y devinrent carrément hostiles dans la dernière décennie du XIX^e siècle, ce qui détourna sans doute des migrants potentiels, encouragés plutôt à partir vers l'Algérie et d'autres colonies⁸².

81. Matteo Sanfilippo, *loc. cit.* ; Annick Foucier, « Les Imigrants français aux États-Unis (1870-1914) », *e-crini*, n° 3, avril 2012, 12 p., en ligne dans www.crimi.univ-nantes.fr/35354114/0/fiche__pagelibre/&RH=1332493528973 ; Paul-André Linteau, Yves Frenette et Françoise LeJeune, *Transplanter la France ? Les immigrants français au Canada, 1870-1914*, Montréal, Boréal, à paraître.

82. Annick Foucier, *loc. cit.* ; Linteau, Frenette et LeJeune, *loc. cit.*

Aux États-Unis comme au Canada, les recrues provenaient de portions étendues du territoire de l'Hexagone et, à l'intérieur des régions, d'un grand nombre de localités. Des chaînes migratoires opérèrent, notamment chez les Béarnais de Californie et les Bretons de la Prairie canadienne, mais elles n'étaient pas aussi primordiales et elles n'avaient pas la même taille qu'au sein d'autres groupes, notamment les Canadiens français⁸³. Le constat de Marie Le Bel à l'effet que la migration française vers l'Ontario ait concerné surtout des individus plutôt que des familles semble valable à plusieurs endroits ; dans l'état actuel des recherches, il faut toutefois être prudent⁸⁴.

Le mouvement migratoire de la France vers l'Amérique du Nord était davantage masculin et comprenait une grande proportion de jeunes, bien que les femmes n'en aient pas été absentes. Au sud de la frontière, les occupations des Français étaient variées, mais on observe des concentrations dans le commerce et les services avec une évolution vers les emplois industriels. Au Canada, les migrants du tournant du xx^e siècle étaient attirés par la possibilité d'acquérir des terres gratuitement ou à très bon marché dans les provinces de la Prairie, considérées comme une véritable terre promise. En conséquence, Montréal perdit sa position comme destination canadienne privilégiée des Français⁸⁵.

Aux États-Unis, à la veille de la guerre de Sécession, les quatre cinquièmes des Français résidaient dans huit États, celui de New-York en comptant la plus forte proportion, soit 20 %. Quarante ans plus tard, 70 % résidaient dans un rectangle formé par la Nouvelle-Angleterre, le Wisconsin et le Kansas. Dans certaines villes – la Nouvelle-Orléans, New-York, San-Francisco –,

83. Annick Fouquier, *loc. cit.* ; *Id.*, *Le Rêve californien. Migrants français sur la côte Pacifique (xviii^e-xx^e siècles)*, Paris, Belin, 1999, 428 p. ; Linteau, Frenette et LeJeune, *loc. cit.*

84. Marie LeBel, « L'Ontario et les migrants en provenance de France au moment de la Grande Migration transatlantique. Portraits », *e-crimi*, n° 3, avril 2012, p. 4, en ligne dans www.crimi.univ-nantes.fr/35354114/0/fiche_pagelibre/&RH=1332493528973.

85. Linteau, Frenette et LeJeune, *loc. cit.* ; Annick Fouquier, « Les Immigrants français aux États-Unis », *loc. cit.*

les migrants étaient regroupés, alors que ce n'était pas le cas à Chicago et à Montréal. Les quartiers où ils étaient concentrés étaient des lieux de vie française intense. C'est là généralement qu'on trouvait les institutions ethnoculturelles, églises, hôpitaux, associations et sociétés de diverses sortes. C'est là aussi qu'on fêtait le 14 juillet, bien qu'une partie des Français n'ait pas participé à la fête nationale⁸⁶.

Au Canada, la migration française entretenait une relation étroite avec la religion catholique. En effet, entre la conquête britannique de 1760 et la Confédération de 1867, presque le quart des migrants français dans les colonies britanniques étaient des ecclésiastiques. Lors de la Révolution française, 51 prêtres réfractaires y émigrèrent, dont 40 en permanence. C'était bien peu quand l'on sait que pas moins de 8 000 prêtres français s'expatrièrent alors en Angleterre. L'épiscopat canadien s'activait pour attirer ces réfugiés, mais les autorités anglaises craignaient que leur établissement renforce les liens de la colonie avec l'ancienne mère patrie et atténue le sentiment de dépendance du clergé canadien envers l'Angleterre. De plus, le Canada n'avait pas bonne presse chez les ecclésiastiques français. Il n'en reste pas moins que le petit nombre de prêtres émigrés y joua un rôle capital. En effet, ces hommes, qui devinrent curés, missionnaires, enseignants et aumôniers, y augmentèrent du quart les effectifs du clergé catholique. Jeunes, ils imprégnèrent l'Église canadienne d'une nouvelle vigueur, apportant avec eux des traditions qu'ils firent rayonner pendant soixante ans sur les rives du fleuve Saint-Laurent, dans le golfe du même nom, en Acadie, dans la région du Saguenay et en Ontario⁸⁷.

86. François Weil, « Les Immigrants français et leurs communautés aux États-Unis », Frenette, Rivard et St-Hilaire, *op. cit.*, p. 169-171. Nous connaissons mal la répartition géographique des immigrants wallons. Au Canada, leur présence était importante dans l'Ouest, comme l'a montré Cornelius Jaenen dans *Promoters, Planters, and Pioneers. The Course and Context of Belgian Settlement in Western Canada*, Calgary, University of Calgary Press, 2011, 362 p. Aux États-Unis, grâce aux recherches de Françoise Lempereur, on connaît bien la communauté wallonne du Wisconsin : Françoise Lempereur et Xavier Istasse, *Les Wallons du Wisconsin, s.l.*, SPW-Éditions et Centre d'archéologie, d'art et d'histoire de Jambes, 2012, 215 p.

87. Gérald Boudreau, *loc. cit.* ; Claude Galarneau, *La France devant l'opinion*

Plus tard, au milieu du XIX^e siècle, l'évêque de Montréal, M^{gr} Ignace Bourget, séjourna trois fois en France pour recruter du personnel pour ses paroisses, missions et écoles. Cinq communautés de femmes entendirent son appel, tout comme les jésuites, les oblats de Marie-Immaculée, les clercs de Saint-Viateur et la congrégation de Sainte-Croix. Quelques autres congrégations françaises, masculines et féminines, arrivèrent dans cette mouvance. Puis, de 1880 à 1914, dans la foulée des lois défavorables à l'Église catholique en France, ce ne furent pas moins de 2 800 religieux et religieuses qui migrèrent au Canada, la très grande majorité au Québec. Comme à l'époque de la Révolution, leur impact fut grand, puisque qu'ils s'engagèrent dans l'enseignement, où ils monopolisèrent les postes de direction. En outre, ils jouèrent un rôle socioculturel important, investissant plusieurs domaines⁸⁸.

Les mêmes politiques anticléricales incitèrent des centaines de laïcs à émigrer vers un pays où la tolérance religieuse régnait. Le lien entre migration et catholicisme était particulièrement fort dans la Prairie, mais, même dans les grandes villes du centre du pays, la très grande majorité des Français étaient catholiques au tournant du XX^e siècle : plus de 90 % à Montréal, 75 % à Toronto⁸⁹.

La situation aux États-Unis était très différente. Cependant, depuis quelques années, l'historien Tangi Villerbu s'est attaché à faire ressortir le rôle majeur joué par les ecclésiastiques français sur le territoire situé entre les Appalaches et les Rocheuses ainsi que leurs interactions complexes avec les Anglo-Américains, les Amérindiens, les autres immigrants européens, les Canadiens français et les Métis, avant la guerre de Sécession⁹⁰. En outre, ses

canadienne (1760-1815), Québec, Presses de l'Université Laval, 1970, 401 p.

88. Linteau, Frenette et LeJeune, *loc. cit.* Il faut consulter l'œuvre magistrale de Guy Laperrière, *Les Congrégations religieuses. De la France au Québec, 1880-1914*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996-2005, 3 vol.

89. Linteau, Frenette et LeJeune, *loc. cit.*

90. Tangi Villerbu, « Missionnaires catholiques français aux États-Unis, 1791-1920 », *Histoire et missions chrétiennes*, n° 17, mars 2011, p. 5-14 ; *Id.*, *Les Missions du Minnesota. Catholicisme et colonisation dans l'Ouest américain, 1830-1860*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014, 333 p.

recherches sur la maison d'édition Mame en Amérique du Nord au tournant du XIX^e siècle ont fait émerger un monde francophone transatlantique, dont on soupçonnait à peine l'existence⁹¹.

CONCLUSION

Notre état des lieux a fait ressortir la diversité de l'Amérique française de 1763 à 1914 et l'évolution de l'historiographie des aires canadiennes-françaises, acadiennes, louisianaises et métisses. Au Québec, de grands progrès ont été accomplis par trois générations d'historiens du social. Depuis quelques années, leur recul au profit des historiens du champ politique et du champ intellectuel constitue un retour du balancier. En Ontario français et en Acadie, l'historiographie a plus ou moins manqué le tournant social. En effet, on compte presque sur les doigts de la main les historiens et autres praticiens des sciences humaines qui s'y sont consacrés. Cela est dû en partie au rôle qu'ont joué ceux qu'on peut qualifier d'historiens « nationaux », les Gaétan Gervais et les Léon Thériault, dans la redéfinition identitaire des minorités de langue française à partir de 1970⁹².

Cette situation contraste avec la Louisiane et les pays métis, où on assiste depuis un quart de siècle à une véritable explosion des problématiques, des méthodes et des thématiques. En grande partie, ce renouveau a été effectué par des chercheurs de langue anglaise qui se sentent peu concernés par l'avenir des collectivités francophones et qui sont ainsi plus libres de remettre en question les schèmes traditionnels. De plus, ils sont relativement nombreux, contrairement à leur *alter ego* de l'Acadie, de l'Ontario et des communautés francophones de l'Ouest. Dans ces aires,

91. Tangi Villerbu, « Entre monde atlantique et jeune République. Charles Mame et la librairie française à New York au début du 19^{ème} siècle », *Canadian Journal of History/Annales canadiennes d'histoire*, vol. 47, n° 1, printemps/été 2012, p. 59-86.

92. Yves Frenette, « Transformations identitaires et historiographie. L'Acadie, l'Ontario français et l'Ouest francophone, 1970-2000 », communication présentée au colloque « Lieux de mémoire, commémoration et identité dans la francophonie canadienne », Université d'Ottawa, novembre 2006 ; François-Olivier Dorais, « Gaétan Gervais, témoin et agent d'une mutation référentielle en Ontario français », *Mens*, vol. 13, n° 2, printemps 2013, p. 59-99.

il s'agit qu'un chercheur tombe malade, décède prématurément ou choisisse la carrière administrative pour qu'un tournant soit manqué⁹³. Comme dans d'autres champs de la culture, la pratique de l'histoire souffre de l'exiguïté du milieu minoritaire⁹⁴.

Cette constatation pose la question, fondamentale, de la relation qu'entretiennent les chercheurs avec leur objet d'étude : endogène, exogène ou une combinaison des deux. La question est particulièrement pertinente pour les francophonies minoritaires, dont la fragilité requerrait, aux yeux de certains, une pratique scientifique originale qui, dans les cas extrêmes, irait jusqu'à se délester de sa fonction critique. C'est là une piste de réflexion à poursuivre.

93. Citons le cas de l'historien franco-manitobain Robert Painchaud, disparu lors d'une tragédie aérienne en 1978.

94. François Paré, *Les Littératures de l'exiguïté*, Hearst, Le Nordir, 1992, 175 p.